

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 24/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORVAL

Z.I. Le Bois de la Mare
76480 Berville-sur-Seine

Références : UDRD.2023.08.ET.477.CH.Brj
Code AIOT : 0005800310

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/08/2023 dans l'établissement NORVAL implanté Z.I. Le Bois de la Mare 76480 Berville-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'information reçue de la préfecture, d'un départ de feu survenu chez NORVAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORVAL
- Z.I. Le Bois de la Mare 76480 Berville-sur-Seine
- Code AIOT : 0005800310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé, par arrêté préfectoral du 1er juillet 2005 modifié (par arrêté préfectoral du 29 février 2016) à exploiter des installations de transit, de tri, de valorisation et de broyage de déchets d'équipements électriques et électroniques et métallique et autres matières recyclables.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- départ de feu sur des déchets de métaux le 17 août matin.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un départ de feu a eu lieu le 17 août matin chez Suez RV NORVAL. Passé un incident sur le réseau incendie du site, le SDIS a rapidement été maître du feu. Les conséquences extérieures au site apparaissent négligeables (peu de fumée, feu réel de courte durée, eaux récupérées). Un rapport d'incident est demandé à l'exploitant documentant notamment les causes suspectées de l'incendie et les dispositions prises pour parer à la défaillance du réseau incendie étant survenue pendant le sinistre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code l'environnement devront être déclarés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

Constats : Le déchargement d'un véhicule de matériaux ferreux (aluminium, inox, caoutchouc pour l'essentiel) a été fait vers 7H30 le 17 août, sans incident apparent. Vers 8H30, les opérateurs ont vu de la fumée et des flammes s'échapper du tas de ferrailles posé au sol. Le premier réflexe a été d'isoler la partie en cause du reste des matériaux présents sur site (action NORVAL). Le personnel NORVAL a ensuite mis en route la pompe incendie en vue d'utiliser une lance incendie pour arroser la zone. Une rupture de la tuyauterie rigide reliant la pompe à la lance est rapidement survenue, rendant la lance incendie inopérante. Les pompiers du SDIS ont été appelés, sont arrivés sur site vers 9H35. Dans l'attente, le personnel NORVAL a commencé à recouvrir les matériaux en feu avec de la terre. Le feu était éteint vers 10H05. L'eau utilisée pour l'extinction provenait soit des camions du SDIS, soit d'un pompage réalisé par le SDIS dans le bassin tampon de la station d'épuration.

Les constats réalisés lors de la visite, vers 11 heures, sont les suivants :

- selon le SDIS, la quantité d'eau utilisée est faible, l'arrosage n'ayant été que intermittent ;
- l'ensemble des eaux utilisées sont collectées par les égouts et dirigées vers la station d'épuration du site, sans aucun impact sur l'extérieur;;
- le niveau de la réserve incendie est à 3,90m, soit une réserve de plus de 950 m³ ;
- fumée faible (selon les photos consultées), dirigée vers l'ouest. Sans doute peu perceptible à l'extérieur ;
- les débris de l'incendie ont été chargés dans des bennes 8 m³ remplies d'eau (consigne SDIS en cas de présence suspectée de batterie Lithium) ;
- des rondes avec caméra thermique seront organisées ;
- s'agissant d'un déchet non dangereux, le chargement à l'origine de l'incendie n'était pas couvert par un bordereau de suivi de déchet. Les documents d'acceptation préalable n'ont pas pu être consultés sur place.

Un premier rapport sommaire d'incident est transmis par l'exploitant le jour même. La partie inopérante du réseau incendie est isolée, les machines situées dans les zones desservies par cette partie sont consignées.

L'exploitant indique (courriel du 21 août 2023) avoir réparé (à l'identique) le réseau incendie. Il apparaît que la partie cassée était en PVC. L'utilisation de PVC (matériaux cassant) pour réaliser un réseau incendie n'est pas une bonne pratique (point confirmé par le SDIS).

Le certificat d'acceptation préalable a été transmis à l'inspection par courriel du 23 août 2023. L'identification du déchet est "aluminium extrait de DEEE", ce qui en l'état n'explique pas la raison du départ de feu.

Demande n° 1 : l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un rapport d'incident complet indiquant la cause suspectée du départ de feu, l'avis du fournisseur des déchets sur cet incendie et ses causes, les mesures prises pour éviter un incident semblable à l'avenir. Délai : 1 mois.

Demande n° 2 : l'exploitant proposera une évolution technologique sur son réseau incendie pour éviter ce type de rupture à l'avenir. Délai 3 mois.

Demande n° 3 : l'exploitant prendra les mesures nécessaires pour garantir en toutes circonstances 2 accès au bassin incendie pour véhicule lourd (type fourgon pompe du SDIS) : 1 accès par le nord et un autre accès par le sud, ceci en vue de permettre l'accès quel que soit l'emplacement d'un éventuel incendie. Les voies d'accès seront délimitées clairement (si besoin par des blocs béton) pour garantir qu'elles ne soient pas encombrées de tas de déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois